



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Régime indemnitaire de la filière sécurité et indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

I. Régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports :

Dans le cadre de la mise en place de la police métropolitaine des transports prévue au 1^{er} janvier 2023, il est proposé la création du régime indemnitaire de la filière sécurité.

Deux éléments distincts peuvent composer le régime indemnitaire :

- 1 - L'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) ;
- 2 - L'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Leur composition et leur montant varient en fonction des cadres d'emploi conformément aux décrets n° 97-702 du 31 mai 1997, n°2000-45 du 20 janvier 2000 et n°2006-1397 du 17 novembre.

1. L'indemnité spéciale mensuelle de fonction concerne les cadres d'emplois suivants :

- Directeurs de police municipale ;
- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Elle est constituée de (montant de référence au 1^{er} janvier 2017) :

- Pour les directeurs de police municipale :
 - Une part fixe d'un montant annuel maximum de 7 500€ ;
 - Une part variable égale au maximum à 25 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale principal de 1^{ère} classe, principal de 2^{ème} classe et chef de service de police municipale à partir du 3^{ème} échelon :
 - Indemnité égale au maximum à 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale jusqu'au 2^{ème} échelon inclus :
 - Indemnité égale au maximum à 22 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les grades du cadre d'emplois des agents de police municipale :
 - Indemnité égale au maximum à 20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

Il est proposé l'attribution du coefficient maximum autorisé pour chaque agent selon leur grade.

2. L'indemnité d'administration et de technicité (IAT) concerne les cadres d'emplois suivants :

- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Les montants annuels de référence au 1^{er} février 2017 sont :

- Pour les chefs de service de police municipale : 595,77 € ;
- Pour les chefs de police municipale : 495,93 € ;
- Pour les brigadiers chefs principaux : 495,93 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement brigadier) : 475,31 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement gardien) : 469,88 €.

Le montant moyen annuel de l'IAT est calculé par application à ces montant de référence annuels fixés par grade, d'un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 et 8. L'autorité territoriale détermine le montant individuel de l'IAT qui ne peut dépasser 8 fois le montant de référence du grade considéré.

Il est proposé de fixer les coefficients comme suit :

- Fonction de policier : coefficient 7 ;
- Fonction de responsable PMT : coefficient 8 ;
- Fonction de superviseur PMT : coefficient 5.

II. Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction

Les professeurs d'enseignement artistique exerçant des fonctions de direction peuvent bénéficier de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) en remplacement des indemnités de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et heures supplémentaires régulières allouées aux professeurs et assistants d'enseignement exerçant des fonctions d'enseignement.

La possibilité d'attribuer des IFTS aux professeurs territoriaux chargés de direction repose sur le principe de parité et de l'équivalence avec les corps de l'Etat (arrêté du 25 février 2002, fixant la liste des corps d'assimilation pour l'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires en fonctions dans les services déconcentrés, les établissements publics locaux d'enseignement et les établissements publics relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, pris en application du décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés).

Dès lors, les professeurs territoriaux d'enseignement artistique qui ne sont pas affectés sur des emplois d'enseignant mais, comme le prévoit le statut particulier de leur cadre d'emplois, « *assurent la direction pédagogique et administrative* » d'un établissement d'enseignement artistique peuvent prétendre au bénéfice des IFTS.

Les bénéficiaires sont les agents relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique à la condition qu'ils exercent les fonctions de directeur d'un conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal, d'un établissement d'enseignement artistique non classé ou d'une école d'arts plastiques non habilitée à dispenser tout ou partie de l'enseignement conduisant à un diplôme d'Etat ou à un diplôme agréé par l'Etat (professeurs chargés de direction).

Le montant moyen annuel de référence au 1^{er} février 2017 est fixé à 1 488,88 € et correspond aux IFTS de 1^{ère} catégorie conformément au tableau d'assimilation concernant les professeurs certifiés fixé par l'arrêté précité du 25 février 2002.

Aucune distinction n'est faite entre les grades de professeur de classe normale et de professeur hors classe.

Ce montant est indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Le montant maximum individuel ne peut dépasser huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent.

L'autorité territoriale détermine le taux individuel qui ne peut excéder huit fois le montant de référence.

Cette indemnité est non cumulable avec les indemnités susceptibles d'être servies aux professeurs exerçant des fonctions enseignantes (indemnité de suivi et d'orientation des élèves et indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement) et est non cumulable avec un logement concédé par nécessité absolue de service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création du régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports et de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique, chargés de direction ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-192666-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.